

Maintien de troupes au Mali : L'Allemagne pose ses conditions !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 16 DECEMBRE 2022

1246

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



INPS

Des progrès en dépit du coronavirus et la guerre d'Ukraine

Président du CA
l'INPS



ANR : « Rien n'a été fait » selon le Cadre



AEROPORTS DU MALI : Des avancées probantes enregistrées !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

277

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

616 275 Vaccinations incomplètes

2 585 448 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 944

Décès

743

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

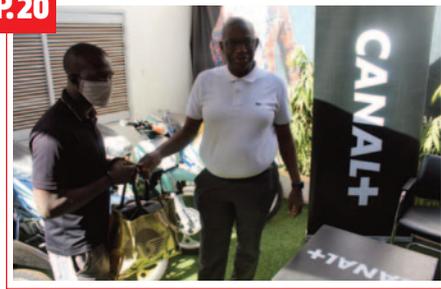
Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.20



P.28



/ Une /



INPS : Des progrès en dépit du coronavirus et la guerre d'Ukraine

P.5

/ Brèves /



USA/Afrique : Les parties ne s'entendent pas sur le, selon le WP
 Coopération : Le Mali, l'Espagne et le Portugal renforcent leur coopération militaire
 Audience au MDAC : L'Allemagne décide d'accompagner le processus de Transition au Mali jusqu'en mai 2024, dicit la ministre allemande de la Défense
 Markala : Les sous-officiers de la 2ème vague du CIA opérationnels
 Projets de développement en Afrique : Macky Sall déplore la lenteur dans les procédures de passation des marchés
 Nampala : La mine d'or attaquée par la population suite à la mort d'un orpailleur !

P.12

P.12

P.13

P.13

P.14

P.14

/ Actualité /



Plan Maliko et Opération Kélétiogui : 62 terroristes neutralisés, plus de 400 têtes de bétails et 15 tonnes de vivre récupérés
 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes : Goundam abrite un atelier d'échanges avec des leaders communautaires
 AEROPORTS DU MALI : Des avancées probantes enregistrées !
 Tombola Canal+ Mali : Aboubacar Traoré remporte le véhicule !
 Alimentation et Éducation : Des piliers de la protection sociale
 Sahel Eco : Où vont les 15% du budget national alloués à l'agriculture ?
 Déplacés internes à Bamako : Apprendre les gestes qui sauvent !

P.17

P.18

P.19

P.20

P.21

P.22

P.23

/ Politique /



Avant-projet de la nouvelle Constitution : Foncer ou renoncer ?
 Transition malienne ou déficit d'inclusivité : Quatre propositions pour éviter que le Bateau-Mali ne chavire
 Maintien de troupes au Mali : L'Allemagne pose ses conditions !
 ANR : « Rien n'a été fait » selon le Cadre

P.25

P.26

P.28

P.29

/ Culture & société /



OAPI : Le Mali distingué 1er sur les 17 Etats membres
 Centenaire de Mandiakuy : Un moment d'introspection et de recueillement !

P.30

P.31

/ International /



Sommet USA/Afrique : Macky Sall décline à Joe Biden les six priorités de l'Afrique
 Burkina : Liberté provisoire pour un officier accusé d'avoir projeté un coup d'État

P.32

P.33

/ Sport /



Coupe du monde QATAR 2022 : Un nouveau ballon pour la finale

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable odors.

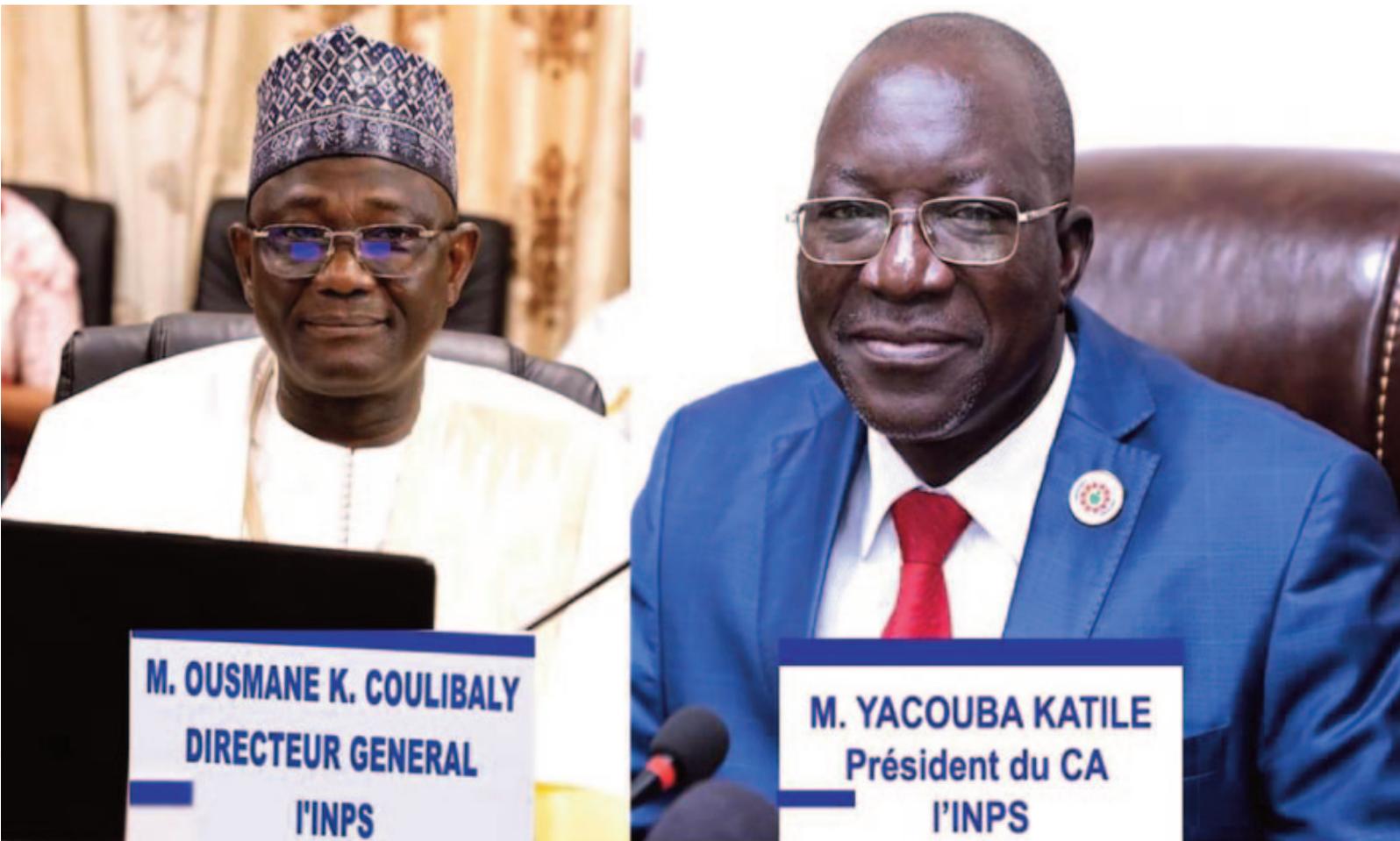
Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



INPS Des progrès en dépit du coronavirus et la guerre d'Ukraine

La salle de conférence de la Direction générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale a abrité hier, jeudi 15 décembre 2022, les 98ème et 99ème du Conseil d'Administration pour l'Assurance maladie obligatoire et de l'INPS dont le budget 2023 s'élève 245 813 694 415 FCFA. C'était sous la présidence du président du Conseil d'Administration, Yacouba Katilé.

Deux sessions du Conseil d'Administration à la fois : la 98ème de l'Assurance maladie obligatoire et la 99ème de l'INPS. A l'occasion, le PCA a tenu à expliquer le contexte de la tenue de ces sessions. A l'en croire, « **les projets de budget de l'INPS et de l'AMO pour l'exercice 2023 soumis à votre haute attention sont élaborés dans un contexte où la reprise de l'activité économique internationale est contrariée par les conséquences du conflit en Ukraine caractérisées par une instabilité des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires, en plus de la persis-**

tance de la maladie à corona virus et ses effets néfastes ». Pour lui, cela résulte de la conjoncture économique internationale difficile. Aux dires de Yacouba Katilé, « **si la croissance économique mondiale, révisée à 4,4% pour l'année 2022, doit s'établir à 3,8%, son impact en 2023, sur nos économies, peut entraîner un choc par le ralentissement de l'économie** ».

Katilé se veut rassurant. Pour lui, malgré le tableau alarmant, l'espoir est permis. Cela, avec la prise en compte de la reprise éventuelle de la production du coton, de céréales et de l'or ; domaines où les prix mondiaux peu-

vent être favorables. « **S'y ajoutent la reprise attendue du secteur industriel et des services, l'augmentation de la demande intérieure et la poursuite des programmes d'investissements publics** », ajoute le président du Conseil d'Administration de l'INPS.

Le budget 2023 s'élève 245 813 694 415 FCFA

Le budget de l'Institut National de Prévoyance Sociale connaît une hausse en 2023. Selon le président du Conseil d'Administration, Yacouba



Katilé, la prévision de recettes au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 245 813 694 415 FCFA contre 240 174 207 743 en 2022, soit une augmentation de 2,35%. Quant aux dépenses techniques au titre de l'exercice 2023, elles s'élèvent à 230 719 697 904 FCFA. « **Le budget pour l'exercice 2023 est ainsi arrêté en recettes à la somme de deux cent quarante-cinq milliards huit cent treize millions six cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quinze (245 813 694 415) francs CFA et en dépenses à deux cent trente milliards sept cent dix-neuf millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre (230 719 697 904) francs CFA** », a déclaré Katilé qui ajoute que : « **il dégage un solde d'exploitation prévisionnel de quinze milliards quatre-vingt-quatorze millions cent cinquante-un mille neuf cent soixante-quatre (15 094 151 964) francs CFA** ».

Katilé a, par la suite, invité les services de l'INPS à prendre les dispositions les plus dili-

gentes pour amener les employeurs redevables à s'acquitter de leurs cotisations dans les meilleurs délais. « **Les services sont appelés à redoubler d'efforts pour renforcer l'esprit d'une bonne gouvernance de notre organisme** », a plaidé Katilé qui a insisté sur la nécessité d'assurer un équilibre financier des régimes de l'INPS. « **Nous devons faire fonctionner d'une manière transparente, notre Institut de façon responsable et efficace afin de consolider la cohésion sociale tout en préservant les droits de tous** », précise le PCA.

Cette session du Conseil d'Administration a été l'occasion pour le PCA de saluer les efforts déployés par la direction générale pour mettre en place une stratégie de développement numérique pouvant moderniser la gestion de l'INPS. « **Avec plus de services numérisés, nous permettrons certainement plus d'accès à l'information et à la protection sociale** », estime-t-il. Aussi, a-t-il invité la direction générale à mettre en place un plan

de formation du personnel fondé sur le renforcement continu des compétences et sur un grand bond numérique pouvant soutenir le travail à chaque poste.

Rester soudés

Dans sa déclaration, Katilé a plaidé pour l'unité au sein de l'INPS. « **Notre Institut a fait bien du chemin ; toutefois, nous devons rester soudés pour relever tous les challenges futurs dont celui de l'extension de la sécurité sociale à d'autres couches de la population** », a-t-il déclaré avant d'ajouter que « **cette noble ambition fera appel à notre capacité en tant qu'institution publique à transcender tous les écueils possibles à l'atteinte des objectifs d'une large couverture sociale de nos populations** ».

Anguimé Ansama

■ Team Cristiano Ronaldo Togo



carrière l'enfant de madère funchal , toi qui partage jusqu'à présent avec tous les villageois la richesse que le bon DIEU t'a donné. (en plus d'être un GAGNANT tu as un grand COEUR , ce pourquoi je t'admire énormément)

Merci Cristiano, nous vibrâmes , nous nous enthousiasmâmes lors de tes prouesses. Tu méritais au moins d'avoir une coupe du monde à ton palmarès ! je fus très content de parler foot ici avec mes fans. AUREVOIR, LA COUPE DU MONDE OH MADOU NÊGUÉ OH C'EST FINI./ ONE LOVE Cristiano Ronaldo LE MEILLEUR

Message de Kerozen



■ Bacary Camara



Les rites et traditions..

Pr Gaoussou Diawara a rejoint « Tounyasso » la maison de la vérité, là où tous les savoirs et toutes les vérités sont appelés à se fondre à jamais. Dors en paix. Le génie n'est pas seulement dans le cerveau, il est aussi dans le cœur. Trois éminents journalistes témoignent sur cette « icône » des Arts et Lettres du Mali. Le célèbre comédien Guimba National y est vivement interpellé au premier chef, ainsi que plusieurs promotions de la mythique INA.

Alphasidiki Sangaré

Merci pour cet émouvant hommage à mon père et ami Gaoussou Diawara. Pour votre gouverne , Gaoussou Diawara avait été élevé au rang de Chevalier de l'ordre National du Mali et de la France de son vivant. Lauréat du prix du concours interafricain, avec son ouvrage " l'aube des béliers" Gaoussou qui a formé des milliers de comédiens dont

les plus emblématiques sont: Habib Dembélé dit Guimba National, Feu Michel Sangaré, Tenema Sanogo, etc... mérite que l'institut National des Arts(INA) pour lequel, il a tout donné porte son nom. En guise de reconnaissance à ses efforts louables et salutaires pour le l'art et la culture malienne.

Moustaph Maiga

Le mémoire de Guimba, Michel etc...portait sur cette pièce de théâtre « Moribayassa » et la parole donnée que j'ai suivie avec eux de bout en bout au Carrefour des Jeunes (sa femme russe y était) puisque mon grand frère était de cette promotion Art Dramatique de l'INA cette année là

Youssef Doumbia(Essor)

Un témoignage ou un hommage pertinent sur mon « ami » Gaoussou Diawara. Quelqu'un a proposé de donner son nom à l'INA, j'ai envie de dire que se serait peu pour ce « Grand Malien » qui a tout donné. J'en suis très émue en écrivant ces lignes...

B.CAMARA, Journaliste..



■ Modibo Simbo Keita



La France demi-finaliste CDM 1982 et 1986, Championne d'Europe 1984, Championne du Monde 1998, Championne d'Europe 2000, finaliste de la la CDM 2006 Quart de finale CDM2014, finaliste Euro 2016 ,Championne du Monde 2018. CEUX qui regardent le foot depuis longtemps savent qu'il n'y a pas de génération spontanée...

■ YBC-Communication



Cérémonie de remise d'ordinateurs à l'Institut du Sacré Coeur de Bamako.

Dans le cadre de la culture de l'excellence, la présidente de la fondation Soumaila Cisse Madame Cisse Aissata Traoré a remis des ordinateurs à l'ISC.

Elle a ensuite échangé avec les apprenants, ses petits enfants a qui elle a donné de précieux conseils. Partenaire naturel de l'ISC, la présidente de la fondation Soumaila Cisse est aussi la marraine de l'établissement qu'elle connaît depuis une vingtaine d'années.

Mme Cissé Astan Traoré



Africa24 TV



#Qatar2022, Walid Regragui, sélectionneur du Maroc a déclaré dans une interview en marge de la demi-finale: "Nous allons affronter la meilleure équipe du monde, entraînée par le meilleur sélectionneur du monde, mais on va essayer de continuer sur ce qu'on sait faire pour tenter de créer la surprise"



Fatoumata Niane Batouly



[AN BIKO aux côtés de Mariam Bagayoko, ancienne icône de la musique malienne]
Après avoir appris l'appel lancé par le jeune influenceur, Lamine Sanogo de @Radiobalikawili, pour venir en aide à l'ancienne artiste, Mariam Bagayoko, auteur de Ciwara, icône de la musique malienne, nous l'avons apporté notre contribution. Mariam Bagayoko est venue accompagnée du jeune influenceur et de Sidiki Diabaté. Je remercie chaleureusement mes deux frères pour leur soutien à l'endroit de notre vieille mère qui a tant donné à la culture malienne.
#Batouly
#An_Biko

Kaou Abdramane Diallo



Visite à la personne la plus âgée de Tombouctou. La demeure de Haintala HAIRALLA, 106 ans, habitant du quartier Hamabangou, a été com-

plètement rénové afin de faciliter son quotidien après une vie bien remplie



SenCaféActu



Top Actu Sports du 13 Décembre 2022

- Qatar 2022 : L'Argentine corrige la Croatie et se qualifie en finale
- Equipe Nationale : Aliou Cissé réfléchirait à quitter son poste d'entraîneur
- Classement FIFA : Héroïque au mondial, le Maroc va détrôner le Sénégal et devenir Leader africain



Kanadjigui Cbme Nigéria Hcme



2021 Le Nigeria premier producteur Africain de riz 3,000,000 tonnes, le Mali deuxième producteur africain de riz 2,000,000 de tonnes.

Ibrahim Ikassa MAIGA



Fin des travaux du processus d'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption au MALI. Ce lundi 12 décembre 2022, marque la fin des travaux du processus d'élaboration de la Stratégie nationale de Lutte contre la Corruption au Mali.

Après l'atelier de validation du document de stratégie du 29 novembre au 1er décembre 2022, le document final, a été remis, au ministre de la Refondation de l'État, M. Ibrahim Ikassa MAÏGA, par l'équipe des consultants, ce lundi 12 décembre, en présence des membres du comité de pilotage de la stratégie, des partenaires techniques et financiers du projet et des membres du cabinet.

Le ministre a tenu à réitérer ses remerciements aux membres du COFIL et aux consultants pour la pugnacité et l'engagement sans faille durant ces longs mois de travaux intenses.

Il a également relevé la participation et l'appui conséquent des partenaires techniques et financiers, notamment le système des Nations Unies à travers le PNUD et l'ONUDC pour l'accompagnement dans l'élaboration de la stratégie, mais également l'appui dans la mise en œuvre de son plan d'action.

Pour rappel, la stratégie nationale de lutte contre la corruption est un document cadre de Refondation qui tend à promouvoir la transparence dans la gestion des affaires publiques, la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption.

CCOM-MRE



■ Gérald DARMANIN



Merci aux 10 000 policiers et gendarmes mobilisés hier. Ils ont permis à ceux qui voulaient fêter la victoire de la France et le très beau parcours du Maroc de le faire. Pensées pour la famille du jeune garçon renversé par un chauffard à Montpellier.

■ Abdoul MBAYE



L'opposition parlementaire perdra son combat pour la démocratie si elle agit en ordre dispersé. La précipitation, le cavalier seul, l'unique souci d'avoir l'initiative, feront oublier le remarquable résultat privant le pouvoir de sa majorité en juillet 2022.

■ Hervé Doumbia



#Burkina le Burkina aurait conclu un accord avec le groupe de mercenaires russes Wagner, en échange d'une mine d'or dans le nord du pays.

■ L'ACCENT



"Le Burkina Faso a maintenant conclu un accord pour aller de pair avec le Mali en employant les forces #Wagner là-bas. Je crois qu'une mine dans le sud du Burkina leur a été attribuée en guise de paiement pour leurs services" Nana Akufo-Addo, Président ghanéen



■ Séga DIARRAH



#Mali :l'armée multiplie les succès au centre ! samedi 03 décembre à Boré (non loin de Konna): - 26 suspects interpellés (ils sont à la disposition de la gendarmerie pour enquêtes) -10 sacs de silicate saisis -49 sacs de 100kg de riz, servant de zakat au profit des GAT, saisis

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

USA/Afrique : Les parties ne s'entendent pas sur le, selon le WP



Le conflit en Ukraine et ses éventuelles voies de résolution sont au cœur d'un désaccord entre les États-Unis et les pays africains, indique le WP. L'Afrique espère un règlement diplomatique et s'oppose aux sanctions antirusse, contrairement aux positions occidentales.

Les leaders africains et la Maison-Blanche se divisent sur la question de la résolution du conflit en Ukraine, écrit le Washington Post en citant des sources de l'administration américaine.

Une discorde qui pourrait se faire sentir lors du réunissant une cinquantaine de pays et qui s'ouvre ce 13 décembre.

Les deux parties ne sont pas d'accord sur les tactiques à utiliser pour parvenir à un règlement, a déclaré cette source, car "les Africains s'opposent à l'idée de punir la Russie".

En plus de cela, ils s'attendent à "une solution diplomatique au conflit", alors que l'Occident a annoncé à maintes reprises son intention de soutenir l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle gagne.

Par exemple, l'Afrique du Sud est actuellement le seul pays africain membre du G20 à ne pas soutenir les résolutions de l'Onu condamnant la Russie.

Divergences sur les sanctions antirusse

Ensuite, des divergences se manifestent dans le cadre des restrictions imposées contre Moscou: "certains pays ont exprimé leur malaise face aux sanctions et aux critiques de la Russie qui, selon eux, rendent plus difficile la recherche d'une solution diplomatique".

S'y ajoute le fait que ces sanctions antirusse se répercutent fortement sur la sécurité alimentaire du continent africain. Notamment en ce qui concerne les perturbations dans les exportations de céréales et d'engrais russes causées par les sanctions occidentales. Ces restrictions interdisent les assurances des marchandises provenant de Russie et de leur transport.

Enfin, de nombreux Africains ont le sentiment que ces ressources et cette attention n'ont jamais été consacrées à leurs problèmes, qu'il s'agisse du conflit en République démocratique du Congo, de la guerre civile en Éthiopie ou de la guerre en République centrafricaine, indique le WP.

Deuxième sommet

L'événement concerné débute ce mardi 13 décembre à Washington et durera jusqu'au 15 décembre. Une cinquantaine de chefs d'État africains

Coopération : Le Mali, l'Espagne et le Portugal renforcent leur coopération militaire



L'Ambassadeur d'Espagne au Mali, José Hornero GOMEZ à la tête d'une forte délégation mixte Espagnole-Portugaise a été reçu en audience, le mercredi 14 décembre 2022, par le secrétaire général du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, le Général de Division Sidiki SAMAKÉ, dans la salle de conférence dudit département. Le Général SAMAKÉ et son hôte du jour se sont entretenus à huis clos. A l'issue de l'audience, l'Ambassadeur d'Espagne au Mali a confié qu'il était non seulement venu échanger avec les autorités militaires maliennes dans le but de maintenir le dialogue afin de lutter efficacement contre l'insécurité mais aussi et surtout de discuter avec eux sur le renforcement de lien de coopération entre le Mali, l'Espagne et le Portugal. Une rencontre jugée fructueuse et chaleureuse par le Directeur Adjoint de la Politique de la Défense Portugaise, Ana BALTAZAR qui a affirmé la disponibilité de son pays à œuvrer aux côtés des maliens partout où besoin se fera sentir.

L'Espagne et le Portugal sont des partenaires forts et fiables et sont prêts à accompagner le Mali dans la lutte contre le terrorisme.

Source : FAMA

y sont attendus.

La réunion est censée relancer les relations des États-Unis avec le continent africain. Ce sommet est le second du genre après celui organisé il y a huit ans en 2014 sous la présidence de Barack Obama.

Source : Sputnik Afrique

Abonnez vous à votre journal numérique

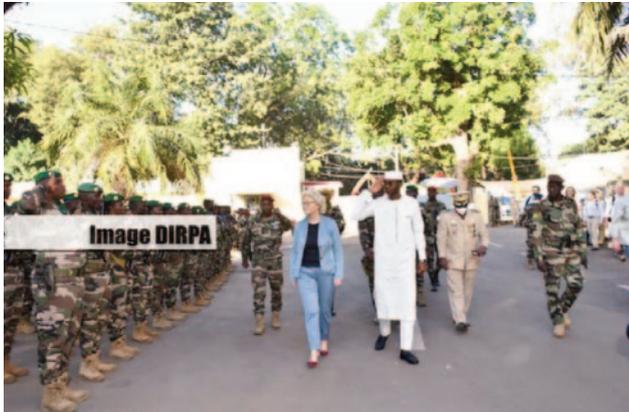
Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 4422 23 / Email: ampikile@gmail.com

Site: www.malikle.com

Audience au MDAC : L'Allemagne décide d'accompagner le processus de Transition au Mali jusqu'en mai 2024, dicit la ministre allemande de la Défense



Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA a reçu en audience le Ministre de la Défense de la République Fédérale d'Allemagne, Madame Christine Anelle LAMBRECH. C'était le jeudi 15 décembre 2022 dans la salle de conférence de son département. Cette rencontre s'est déroulée en présence du Secrétaire Général du ministère, de l'Inspecteur Général des Armées et Services, du Chef d'Etat-major Général des Armées ainsi que du Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air et quelques personnalités des deux côtés. L'objectif de cette visite de la ministre allemande de la Défense, Madame Christine Anelle LAMBRECH, était de réaffirmer une fois de plus l'engagement de son pays auprès du Mali mais aussi de la coopération bilatérale entre les deux pays. Elle fait suite à la visite au contingent Allemand déployé au sein de la MINUSMA qui compte environ 1100 soldats sur le territoire malien.

Selon la ministre allemande, les échanges ont porté sur la décision prise par le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne de continuer à soutenir le processus de transition du Mali jusqu'à Mai 2024. Par ailleurs, elle invite les autorités maliennes à maintenir la dynamique amorcée allant vers des élections crédibles. Elle dit souhaiter aussi le maintien du contrat opérationnel avec le Mali notamment avec le vol de drones et la réalisation des missions de reconnaissance qui leur sont assignées au sein de la MINUSMA. La ministre fédérale Allemande a saisi l'occasion pour remercier son homologue malien, le Colonel Sadio CAMARA, pour sa disponibilité. Elle a ajouté que le gouvernement Allemand respecte et respectera la souveraineté du Mali. Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA, quant à lui, a remercié la République Fédérale d'Allemagne à travers son ministre de la Défense pour cette visite qui marque la vitalité bilatérale entre nos deux pays. Le ministre Camara a rassuré que la volonté des autorités de la transition est de faire en sorte que les élections puissent se tenir dans des bonnes conditions. Selon le Colonel Sadio CAMARA, cette visite a permis d'éclaircir certains points comme quoi le Mali est disposé à travailler avec tous les Etats tant que la souveraineté du Mali est préservée. La rencontre a pris fin par la remise de cadeaux.

1ère Classe Anchata COULIBALY

Source : FAMa

Markala : Les sous-officiers de la 2ème vague du CIA opérationnels



Le Centre d'Instruction de Markala a abrité, le mercredi 14 décembre 2022, la cérémonie de sortie de la 2ème vague du Certificat Interarmes. Elle était placée sous la présidence du directeur du Génie militaire, le Général de Brigade Bougouri Diatigui DIARRA. On notait également la présence du Commandant de Zone de la défense n° 2 de Ségou, le Colonel Youssouf Oumar CISSÉ ainsi que plusieurs autorités militaires et civiles.

Le Directeur du Centre d'instruction de Markala, le Lieutenant-Colonel Karim BERTHÉ a noté que durant 45 jours, 899 sous-officiers issus de différents États-majors et directions de services ont suivi cette formation de Certificat Interarmes à Markala. Il a souligné que le bilan de cette 2ème vague du CIA est très satisfaisant dans l'ensemble car, le taux de réussite est de 100%. Ce résultat est le fruit d'un travail sans relâche des stagiaires suivant un programme d'instruction articulé autour de 4 composantes d'enseignement et d'activités qui sont entre autres l'éducation Physiques, la tactique, la topographie, le combat, l'ISTC, le commandement et leadership et la sécurité militaire.

Selon lui, les stagiaires ont eu droit à certaines conférences sur des sujets d'intérêt militaires animées par des intervenants extérieurs notamment la section DIH de l'Etat Major Général des Armées, de la DIRPA, de la Direction de la Justice Militaire.

Le Directeur du Génie Militaire, le Général de brigade Bougouri Diatigui DIARRA a précisé que la montée en puissance d'une armée se traduit par l'acquisition de matériels, de moyens et d'équipements adéquats, mais celle-ci doit être soutenue également par une formation de qualité des hommes, appelés à utiliser ses matériels à hauteur de souhait. Selon lui, cette formation du CIA est une illustration et une preuve réelle parmi tant d'autres, de la volonté manifeste des plus hautes autorités de doter notre armée d'un potentiel humain efficace sur le terrain, d'un personnel bien formé, équipé et suffisamment préparé pour faire face aux challenges sécuritaires et ses corollaires que vit notre pays et par extension tous les pays de la bande sahélienne.

Le Général DIARRA a enfin rappelé aux stagiaires que la défense du territoire national et la sécurisation de la population au prix du sang doivent marquer leur esprit en tout temps et en tous lieux.

Source : FAMa

Projets de développement en Afrique : Macky Sall déplore la lenteur dans les procédures de passation des marchés



Des délais anormalement longs et qui constituent un frein à la coopération, au commerce et à l'investissement, a assuré le président de l'Union africaine.

Le président de l'Union africaine, également président du Sénégal, Macky Sall, veut des solutions aux lenteurs enregistrées dans les délais de passation des marchés, qui selon lui, constituent un frein à l'exécution des projets et programmes de développement en Afrique.

Le président en exercice de l'Union africaine s'est exprimé mercredi au forum des affaires du sommet États-Unis-Afrique, qui se tient du 13 au 15 décembre à Washington.

« Ma dernière remarque porte sur les lenteurs excessives qui plombent l'exécution des projets et programmes de développement. Les délais de passation des marchés publics sont souvent trop longs », a-t-il relevé dans son allocution.

Des délais pouvant aller jusqu'à 389 jours pour un appel d'offres international, 273 jours pour un appel d'offres restreint, 298 jours pour un appel d'offres national et 90 jours pour une demande de renseignements et de prix, a soutenu Sall, notant que ces chiffres ont été établis par la Banque mondiale en 2015.

« Ces délais anormalement longs, avec des procédures et formalités complexes, conduisent fatalement à la faiblesse des taux de décaissement des financements des projets de développement », a-t-il regretté, notant que le temps était compté pour l'Afrique qui se veut émergente. « Il nous faut œuvrer ensemble et avoir le courage de réformer pour lever toutes ces barrières qui constituent un frein à la coopération, au commerce et à l'investissement », a-t-il dès lors recommandé. Ceci, a fait savoir le président Sall, est un préalable pour un partenariat prospère.

Il a aussi relevé l'accès au crédit ainsi que la révision de la perception du risque « anormalement élevée » comme autres points entrant dans les préalables à remplir si on veut bâtir un partenariat pour un avenir prospère et résilient « comme le veut le thème du forum ».

Le forum des affaires qui se tient au 2ème jour du sommet États-Unis-Afrique met l'accent sur l'augmentation du commerce et des investis-

Nampala : La mine d'or attaquée par la population suite à la mort d'un orpailleur !



Hier mercredi 14 décembre 2022 tard dans la nuit, un gendarme aurait tiré à balle réelle sur un orpailleur qui s'était illégalement introduit dans la mine d'or de Nampala. Aux dires d'un témoin joint par Malijet.com, le jeune très vif du village aurait trouvé la mort suite à ses blessures. Cet incident aurait occasionné une violente manifestation de jeunes contre la mine d'or de Nampala provoquant un dégât matériel très important. L'affrontement à la mine d'or aurait fait plusieurs blessés. Pour le moment, la tension n'est pas redescendue dans la localité, affirme cette même source.

La mine d'or de Nampala est située dans la région de Sikasso. Affaire à suivre !

A.T.Dansoko/Malijet.com
Source : Malijet



sements bilatéraux. Les dirigeants du secteur privé de plus de 300 entreprises américaines et africaines, y prennent part.

AA/ Dakar / Alioune Ndiaye
Source : aa.com



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maîtrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Plan Maliko et Opération KélétiGUI : 62 terroristes neutralisés, plus de 400 têtes de bétails et 15 tonnes de vivre récupérés

La direction de l'Information et des relations publiques des Armées (Dirpa) a respecté sa tradition, en conviant la presse, le lundi 12 décembre 2022, pour faire le point sur des opérations antiterroriste du mois passé. Ainsi en novembre, on note 62 terroristes neutralisés plus de 400 têtes de bétails et 15 tonnes de vivre récupérés par les FAMa. 9 militaires sont également tombés au cours de ces opérations et 8 autres blessés. A la différence du mois d'octobre passé où les Forces Armées Maliennes (FAMa) ont infligé un bilan lourd de 133 éléments terroristes neutralisés, plus 122 autres interpellés, le mois de novembre a été relativement faible. 62 terroristes neutralisés contre la perte de 9 militaires maliens sur le champ de l'honneur et 8 autres blessés. « La situation sécuritaire du mois de novembre 2022 a été un peu mouvementée, contrairement au mois d'octobre. Nous constatons de plus en plus le basculement des activités terroristes du Centre vers le Sud et l'Ouest » a signalé lors de cette conférence de presse, le Col. Souleymane Dembélé, directeur de la Dirpa.

Qu'à cela ne tienne, il faut par ailleurs noter que les FAMa ont su veiller sur la campagne agricole en mettant tout en œuvre pour assurer de bonnes récoltes aux paysans. Quand on se rappelle des campagnes précédentes qui étaient quasiment un cauchemar pour bon nombre d'agriculteurs de par les actions criminelles des Groupes Armés Terroristes (GAT), cette saison se présente comme un exploit. Au-delà de la sécurisation des récoltes selon le directeur de la Dirpa, les actions de l'armée dans les différents théâtres d'opérations ont été marquées, comme d'habitude, par des recherches et exploitations de renseignements, des actions d'opportunité, des opérations aéroportées, des missions de reconnaissances offensives appuyées ou non par des frappes aériennes, des vols de réassurance des populations, la neutralisation de beaucoup de poseurs d'EEL et des terroristes guetteurs. Au centre du pays, ces actions ont particuliè-



rement concerné les localités de Niono avec les secteurs de Ndila, Diado-Wèrè, commune rurale de Pogo ; Dountza avec les secteurs de Serma, Baboye, Déberé ; Konna avec les secteurs de Niondo, Ségué, Ara, Kassogo, Mollinnatakou-Ouro, Bima, Tégoué et Déguébéré ; Boni avec les secteurs de Petassebo ; Bankass avec les secteurs de Niondo, Ségué, Ara et Kassogo. « Le 05 novembre 2022 enfin, une opération, sur la base de renseignements menés avec succès à Ororo, secteur de Sofara a permis de neutraliser 10 terroristes et récupérer plus de 400 têtes de bétails restitués aux autorités compétentes puis aux propriétaires à Soufroulaye » a cité le Col. Dembélé lors de sa présentation. Des actions qui sous entendent que la mission des FAMa va bien au-delà des attentes dans la lutte antiterroriste. De ce fait, le Col. Dembélé note de son côté, avec satisfaction que « les actions de nos forces

dans tous les théâtres d'opérations prouvent à suffisance l'autonomisation des FAMa qui, pendant une dizaine d'années, avaient été assujetties avec un cliché prédateur d'une armée mal formée, mal entraînée et mal équipée ». Tout en réaffirmant l'attachement des Forces Armées Maliennes aux principes des Droits de l'Homme (DH) et du Droit International Humanitaire (DIH) dont sont accusées les FAMa, le Directeur de la Dirpa a invité l'ensemble des Maliens à la vigilance et à la retenue contre « ces velléités propagandistes, d'intox et de désinformation de certains médias qui planent ces questions des droits de l'homme pour semer le chaos, la haine, la division et la désolation au Mali ».

Issa Djiguiba
Source : Le Pays

16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes : Goundam abrite un atelier d'échanges avec des leaders communautaires



La nécessité de dénoncer les cas de Violence basées sur le genre (VBG) au niveau des Commissariats de Police et des Brigades de la Gendarmerie » a fait l'objet d'un atelier de sensibilisation le 25 novembre à Goundam, dans la région de Tombouctou. Cette activité a été organisée avec le soutien de la MINUSMA par le Service local de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille de Goundam dans le cadre de la campagne mondiale des 16 Jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

La communauté réunie autour de cette lutte

Cette journée d'échanges, a permis aux participant(e)s d'approfondir leurs connaissances sur les types de violences, tant physiques que morales, faites aux femmes et jeunes filles. Les conséquences sur les victimes ainsi que le concept et les questions liées au genre ont également été largement abordées. « C'étaient des moments de rappel et de prise de conscience sur les droits fondamentaux de la femme en lien avec certains aspects de la vie. Cela permettra aux leaders de mieux s'engager pour la cause de la lutte contre les VBG et permettra de mettre les victimes en confiance

pour qu'elles puissent avoir le courage de se dénoncer, » a expliqué une participante.

La lutte contre les violences faites aux femmes, partie intégrante du Mandat de la MINUSMA

L'atelier a été animé par les agents de l'unité chargée du genre de la Police des Nations Unies UNPOL ainsi que le Commissaire de Police et le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Goundam qui ont expliqué les voies de recours en cas de dénonciation des VBG ainsi que son importance. « Nous estimons nécessaire de renforcer le partenariat

entre les Forces de sécurité maliennes et les activistes, les leaders des femmes ainsi que le Service de la promotion de la femme dans leurs efforts de prévention et de lutte contre l'élimination des violences, à l'égard des femmes et des jeunes filles. Cette dynamique permettra de mieux restaurer la confiance entre ses différents acteurs et d'encourager les victimes des VBG et leurs parents à la dénonciation des cas de violences et de VBG, qui affectent dangereusement la stabilité sociale des femmes, » a déclaré la Commissaire divisionnaire, Sanou DIOUF, Commandante régionale d'UNPOL à Tombouctou.

La résolution (2640), 2022 du Conseil de sécurité invite la MINUSMA à « (...) surveiller les violations du droit international humanitaire et les violations des droits humains ainsi que les atteintes à ces droits, notamment toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre, la traite des personnes et les violations et atteintes commises contre des femmes et des enfants sur tout le territoire malien... ».

Cet atelier de sensibilisation, était destiné aux leaders d'associations de femmes et de jeunes, aux leaders religieux, aux autorités locales coutumières, administratives et politiques, ainsi qu'aux représentants des Forces de sécurité maliennes.

Source : Minusma



AEROPORTS DU MALI : Des avancées probantes enregistrées !

Le Président Directeur général des Aéroports du Mali, le Colonel Lassina Togola, a présidé le mercredi 14 décembre 2022, les travaux de la 66ème session ordinaire du Conseil d'administration des Aéroports du Mali (ADM) dans les locaux de la structure.

Cette rencontre était consacrée à l'examen des points d'exécution des recommandations et résolutions issues de la 65ème session, l'adoption du rapport d'activités 2022, du projet de programme d'activités 2023 et du projet de budget 2023.

Il faut rappeler que l'année 2022 avait été annoncée dans notre pays comme celle de la reprise, compte tenu des évolutions constatées en 2021 sur les plans sécuritaire, économique et socio-politique. Selon un scénario optimiste, le trafic passager devrait atteindre 86 % d'ici décembre 2022, ce qui correspond à une reprise du trafic international de 73 % et du trafic intérieur de 95 %. C'est tenant compte de ces paramètres que le programme d'activités 2022 et le budget correspondant ont été élaborés.

Le Président Directeur général des Aéroports du Mali, le Colonel Lassina Togola, a affirmé que cette prévision optimiste a été contrariée par l'embargo économique et financier décidé par la CEDEAO en janvier 2022. Cet embargo a

fermé les espaces et frontières aériens des Etats membres de la CEDEAO au trafic de et vers le Mali. C'est ainsi qu'au cours des neufs premiers mois de l'année 2022, les compagnies : Air Cote d'Ivoire, Air Sénégal et Air Burkina, qui avaient une desserte régulière sur Bamako, ont arrêté immédiatement leurs vols. Cet embargo a été suivi par la décision du gouvernement français de suspendre temporairement les vols d'Air France à destination du Mali du 12 janvier 2022 au 06 février 2022. « **En conséquence, Bamako n'était desservie que par les compagnies régulières suivantes : ASKY, Ethiopian Airlines, Mauritania Airlines, Tunis Air et Turkish Airlines. Ces mesures ont impacté le trafic aérien en bouleversant les prévisions qui ont été faites jusqu'au 15 juillet, date de la levée de l'embargo. Ce qui a conduit à un réaménagement budgétaire que vous avez approuvé lors de la 65ème session du Conseil d'Administration tenue le 12 août 2022 à Sikasso** », a-t-il laissé enten-

dre.

Le Président Directeur général des Aéroports du Mali, le Colonel Lassina Togola a annoncé que le budget 2023 connaîtra : une augmentation de 6 % des produits, une augmentation de 6% des charges d'exploitation, une augmentation des investissements de 22%. La mise en œuvre du budget réaménagé au 30 septembre 2022 a produit les résultats suivants : Produits d'exploitation, 77% de réalisation, charges d'exploitation 71% de réalisation, résultats d'exploitation 140% de réalisation et les investissements 71% de réalisation.

« **Forts de ce résultat, le programme d'activités et le projet de budget 2023 sont conçus pour l'atteinte des objectifs suivants : L'amélioration des capacités d'accueil; L'amélioration des infrastructures et installations, la mise à niveau et pérennisation des équipements, l'amélioration des ressources, l'optimisation des charges d'exploitation et le maintien du certificat d'aérodrome de l'Aéroport International Président Modibo KEITA-Sénou.**

Ainsi, le projet de budget 2023 se présente comme suit: une augmentation de 6 % des produits, une augmentation de 6% des charges d'exploitation; Une augmentation des investissements de 22% », a-t-il renchéri.

■ Ibrahim Sanogo





Tombola Canal+ Mali : Aboubacar Traoré remporte le véhicule !

Le Directeur général de Canal + Mali, Idrissa Diallo, a procédé, le jeudi 15 décembre 2022, à la remise des prix aux gagnants de la Tombola organisée par sa société. La voiture d'une valeur de 11 millions a été remportée par Aboubacar Traoré. 13 autres gagnants ont reçus chacun une moto, de marque Djakarta. La joie se lisait sur les visages des gagnants. Tous, comme dans une symphonie ont remercié Canal + Mali pour cette belle initiative...

En remettant les clés aux gagnants, le Directeur général de Canal + Mali, Idrissa Diallo, a remercié et félicité les abonnés pour leur fidélité. A l'en croire, c'est à l'occasion de ses 30 ans et des fêtes de fin d'année, que Canal+ Mali a lancé une tombola du 21 novembre au 31 décembre 2022. Pour chaque réabonnement durant cette période, l'abonné est inscrit automatiquement à la tombola. Chaque jour un tirage au sort est effectué, avec une moto à gagner. Comme si cela ne suffisait pas, deux véhicules sont aussi mis en jeu. Le premier tirage a eu lieu le jeudi 15 décembre 2022. 13 gagnants ont reçus leur moto en présence d'une pléiade de journa-

listes. Le gros lot a été remporté par Monsieur Aboubacar Traoré. Le second tirage au sort est prévu pour le 31 décembre 2022.

Dans son intervention, Yacouba Diallo, responsable réabonnement de canal + Mali, a mis l'accent sur leur motivation à organiser cette tombola en fin d'année. « **On est heureux de remettre ces motos aux gagnants. Nous avons décidé pour cette fin d'année de faire la fête avec nos abonnés. Certes, nous avons organisé une tombola ou on remettait 30 mois de tout canal ou il y a eu 90 gagnants. Pour cette tombola, nous allons remettre 41 motos et 2 voitures. Pour cette remise, il y a eu 13 gagnants.**

On donne une moto par jour. Un abonné a gagné une voiture. La remise lui sera faite à son domicile. La tombola continue jusqu'au 31 décembre. Ce n'est pas tout, on offre également tout canal à tout réabonnement à sa dernière formule pendant cette période », a-t-il indiqué.

Le représentant des gagnants, Issiaka Thiéro, n'a pas caché sa joie. Il s'est dit très heureux d'être parmi les gagnants de cette tombola. « **Quand ils m'ont appelé, je croyais que c'était pour le réabonnement. Souvent, le service réabonnement rappelle les clients. A ma grande surprise, la dame m'a dit : vous avez gagné à notre tombola. Je n'en revenais pas tellement que cela m'a plu. Cette moto m'arrangera beaucoup puisque j'avais une veille moto** », s'est-il réjoui.

Les offres continuent sur Canal+ Mali. Pour tout réabonnement à sa formule, l'abonné bénéficie de 15 jours de Tout Canal. Toujours, pour faire découvrir les offres exceptionnelles, le responsable de Canal+ Mali a rappelé que le prix du décodeur est fixé à 5 000F et disponible dans tous les points de vente habituels. Bonne chance aux futurs gagnants !

■ Ibrahim Sanogo

Alimentation et Éducation : Des piliers de la protection sociale

C'est à travers une conférence initiée et organisée par la Direction nationale de la protection sociale et de l'économie solidaire (DNPSES), que les étudiants de l'Institut national de formation des travailleurs sociaux (INFTS) ont été amenés à comprendre la transversalité de la protection sociale....

Organisée dans le cadre du mois de la santé et de la protection sociale, ladite conférence s'inscrit dans la semaine dédiée au volet sociale portée par la DNPSES. C'est pourquoi, celle-ci a choisi les étudiants de l'INFTS pour faire connaître ses différentes missions en matière de protection sociale. Tenue ce mercredi 14 décembre 2022 dans l'amphithéâtre dudit Institut, la conférence portait sur : « **La protection sociale, un moyen efficace de rompre le cycle inter générationnel de la pauvreté et d'investir dans le développement du capital humain au Mali** ».

Le directeur général adjoint de l'INFTS, Dr Lamine Sandy Haidara, représentant son chef hiérarchique, s'est d'abord réjoui du choix de la DNPSES de venir échanger avec ses étudiants sur une thématique qui cadre parfaitement avec leur formation. Aussi, cette journée - qu'il a qualifié de partage d'expérience - va

apporter un plus dans l'enseignement que les étudiants reçoivent à l'Institut. Pour lui, la protection sociale, la nutrition et l'éducation vont de pair. De ce fait, il est nécessaire, voir, indispensable, d'éduquer la population dans ce sens, pour mieux faire face aux défis auxquels sont confrontés lesdits secteurs.

Pour le chef de division filets sociaux de la DNPSES, Moussa Traoré, plusieurs activités sont souvent organisées sur la protection sociale et ne permettent pas à une bonne partie de la population de mieux connaître ce volet. C'est pourquoi, en marge de cette première édition du mois de la santé et de la protection sociale, focus a été mis sur la protection sociale. Cela, pour permettre au commun des mortels de s'imprégner de ce volet qui est aussi important dans la vie des hommes. Également, ladite conférence aura permis aux étudiants de l'INFTS présents pour la circonstance de joindre la théorie à la pratique

de la protection sociale.

Parlant au nom des étudiants, Oumar Abou-bakrine dira que l'Institut est un creuset de savoir, une transversalité de domaine en rapport avec la vie humaine. C'est pourquoi, il a poursuivi en laissant entendre que cette conférence a été très bénéfique pour eux. Puisque la thématique abordée entretient une relation directe avec les disciplines enseignées par l'Institut.

De son côté, le directeur national adjoint de la DNPSES, Boubacar Touré fera savoir que « face aux différentes contributions de la protection sociale dans la lutte contre l'extrême pauvreté, l'exclusion sociale, et au demeurant comme droit reconnu par notre Constitution en son article 17, les plus hautes autorités du pays ont voulu accorder la priorité aux actions qui vont dans l'intérêt des maliens, c'est-à-dire : **« l'être humain doit être le centre de gravité des actions visant l'amélioration des conditions de vie de nos populations »**. Rappelons que, c'est par l'ordonnance N° 063/P-RM du 29 septembre 2000 qu'a été créée la Direction nationale de la protection sociale et de l'économie sociale, Et c'est le décret N° 2016-0065/P-RM du 15 février 2016 qui a déterminé le cadre organique de la DNPSES.

Ki-Zerbo



Sahel Eco : Où vont les 15% du budget national alloués à l'agriculture ?

L'hôtel Olympe international de Bamako a abrité, le mercredi 14 décembre 2022, un atelier organisé par l'ONG Sahel Eco. L'objectif était de partager les résultats de ses recherches sur les flux financiers dans le secteur de l'agriculture au Mali et mettre en place un réseau d'acteurs engagés dans le plaidoyer pour orienter les flux financiers vers l'agriculture industrielle. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mohamed Diallo, représentant du Ministre du Développement rural. A ses côtés Pierre Dembélé, secrétaire exécutif du Sahel Eco et N'Tio Traoré représentant de la coordination nationale des organisations paysannes CNOP...

Cet atelier d'une journée a regroupé plusieurs personnes du monde rural des régions agricoles, des organisations paysannes, des élus communaux, des établissements financiers et les hommes de médias. Au Mali, l'agriculture joue un rôle important dans le développement socioéconomique, la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et renforce la stabilité sociale. Toutefois, notre agriculture est confrontée à d'énormes problèmes de financements. Au regard de ces carences, le Mali a pris l'engagement de consacrer 15% de son budget au développement agricole, en plus des autres financements des différents acteurs et partenaires du monde agricole. Malgré ce volume de financement, la famine et la malnutrition persistent dans le pays. C'est pourquoi cette étude a été menée par l'ONG Sahel Eco et son partenaire Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). Cette analyse per-

mettra de mieux comprendre le rôle des différents acteurs et leurs impacts sur le développement de l'agriculture. « **L'étude qui a été pilotée par Sahel Eco se veut factuelle et informative quant au flux financier qui a été mobilisé par les différents acteurs et leur destination. L'étude se veut poser une réflexion sur les enjeux de la question du financement du secteur de l'agriculture pour déboucher à une mobilisation de l'ensemble des acteurs pour que ces financements puissent avoir un réel impact sur la vie des producteurs locaux** », a expliqué Pierre Dembélé.

Selon les résultats des investigations de Sahel Eco, les financements agricoles de l'Etat vont principalement dans la réalisation d'ouvrages, d'infrastructures ou même dans le fonctionnement de structures techniques. Ils ne servent presque jamais à soutenir l'agriculture familiale ou de subsistance.

Or, l'agriculture familiale reste d'une importante capitale pour plusieurs millions de personnes qui en vivent au Mali, soit près de 68% des exploitations et 80% de création de création d'emploi en matière agricole.

Il ressort du même document que les préoccupations du monde agricole, surtout celles paysannes, ne sont carrément pas prises en charge par l'Etat, malgré les 15% du budget national affectés à l'agriculture, soit 340 milliards de FCFA. Ce fond est souvent utilisé pour financer des voyages d'études, distribuer des frais de mission etc. que pour servir de thérapie aux maux du monde agricole malien.

Au cours de cet atelier, Sahel Eco propose de s'inspirer des systèmes d'autres pays africains pour transformer l'agriculture et augmenter la productivité. Ces systèmes consistent à réviser les lois agricoles, moderniser l'agriculture africaine en facilitant les flux financiers, encourager les investissements directs étrangers, accélérer les transferts de technologie, promouvoir un modèle de révolution verte et créer un environnement politique favorable qui incite les entreprises et le secteur privé à sortir l'Afrique de la crise alimentaire et climatique. A noter que Sahel Eco (Ecologie du sahel, Economie du sahel, Ecoute du sahel) est une association apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, fondée en 2004 au Mali. Il a comme mission de promouvoir un développement socioéconomique inclusif, respectueux de l'environnement et assurant les besoins des générations présentes et futures au sahel

Aminata Dagnon



Déplacés internes à Bamako : Apprendre les gestes qui sauvent !

Ce jeudi 15 décembre, la Direction générale de la protection civile a procédé à l'ouverture d'un atelier de formation, à l'endroit des personnes déplacées internes du district de Bamako (les populations vulnérables). Deux jours durant, les participants seront formés sur la sécurité, l'incendie et la gestion de premiers secours à l'école nationale de la protection civile.

Cet atelier a regroupé plus d'une soixantaine de personnes des différents sites des déplacés de Bamako (Faladié, Sénou et Sogoniko) qui vivent dans des conditions précaires et risquées. Arrachées à leur environnement familial, et privées du soutien de leurs relations et de leurs biens, à cause de l'absence des forces de défense et de sécurité et les services de l'Etat, elles sont souvent victimes d'incendies qui occasionnent la perte du peu de revenus à leur disposition. Face à cette situation, la direction générale de la protection civile a initié cette formation afin d'instaurer un climat de confiance entre les

populations déplacées et d'atténuer les risques et conséquences des dangers, auxquels ces déplacés font face au quotidien. Il leur sera administré les connaissances nécessaires à la bonne pratique des gestes de premiers soins pour préserver l'intégrité physique d'éventuelles victimes avant l'arrivée des secours. « **Avec les notions de secourisme et de sécurité incendie acquises, les déplacés internes de Bamako sauront réagir en cas d'urgence. Ils pourront effectuer des gestes appropriés sur leurs sites aussi bien que lors des accidents domestiques et de la circulation, tels que la dés-**

obstruction des voies aériennes, l'étouffement du feu, la prise en charge des cas de noyade, le pansement des plaies, le massage cardiaque, la position latérale de sécurité, la manipulation des moyens de défense et de lutte contre l'incendie », a déclaré colonel Younoussa Diallo, représentant du directeur général de la protection civile.

C'est avec le soutien des partenaires tels que l'institut malien de recherche action pour la paix (IMRAP) et l'Organisation internationale pour la consolidation de la paix (Interpeace) que cette session de formation a vu le jour. Prenant la parole, Mme Kadiatou Keïta, représentante de Interpeace, dira que son service est conscient des difficultés que les déplacés internes éprouvent chaque jour, notamment le cadre de vie et les problèmes liés au secours. C'est pourquoi, ils ont accepté de soutenir cette initiative de la direction générale de la protection civile.

Malgré les dispositions prises pour éviter ou diminuer les accidents et les incendies, le risque zéro n'existe pas. Alors ensemble pour sauver des vies !

Aminata Dagon





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Avant-projet de la nouvelle Constitution : Foncer ou renoncer ?

Au moment où les forces vives du Mali ont plus que jamais besoin d'une union sacrée pour relever les défis auxquels le pays fait face, la volonté de se donner une nouvelle Constitution pourrait sérieusement diviser.

Au moment où le défi sécuritaire est toujours préoccupant, le pays s'apprête à s'arracher les cheveux pour virer dans une VI^{ème} République, suite à l'adoption d'une nouvelle Loi fondamentale. Et des voix s'élèvent pour critiquer le timing du projet, le contenu du document et l'engorgement même du calendrier électoral en un laps de temps plutôt court et aussi le manque de ressources financières suffisantes pour autant de scrutins. D'où des appels répétés à reporter cette initiative ou à y renoncer simplement.

Le week-end dernier, des acteurs de la société civile se sont fait entendre sur cet avant-projet de nouvelle Constitution. Ils ont, lors d'une conférence de presse, pointé les « pouvoirs exorbitants du Président de la République », mais aussi l'absence de « dispositions pour le respect du principe d'imprescriptibilité des coups d'Etat ».

S'agissant des propositions d'amélioration du texte, la Société civile invite les autorités à fermer la porte aux lois d'amnistie. « La refondation du Mali passe par le changement des comportements et de mentalité de citoyens et des autorités dans l'exemplarité dans la gouvernance du pays », précisait certains conférenciers, alors d'autres conseillaient d'avorter le projet.

Au plan politique, plusieurs partis plaident pour que cette initiative, qui est loin d'être « consensuelle », soit abandonnée. C'est ainsi que le PARENA de Tiébité Dramé, l'ADEMA-PASJ, le PCR-les libéraux d'Ousmane ben Fana Traoré, le PACP de Yéah Samaké, le MOREMA de Me Kassoum Tapo, YELEMA de Moussa Mara et le regroupement politique dénommé Cadre des partis et regroupements politiques pour un retour à l'ordre constitutionnel ne cesse d'appeler les plus hautes autorités à re-

noncer à cette démarche visant l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Mais, il faut souligner que de nombreux partisans du pouvoir tiennent à la poursuite vaille que vaille du processus référendaire jusqu'à son terme. Même si cela doit entraîner un glissement du chronogramme précédemment défini. Ce qui n'est pas souhaitable pour les partenaires du pays... Ce qui ne dissuade pas les contestataires à appeler à l'abandon du processus.

Après ces appels à renoncer à cette réforme majeure, l'on se demande si le pouvoir de Transition va obtempérer à ces alertes ou s'il va persister et signer en fonçant tête baissée vers les préparatifs du référendum constitutionnel. Cette dernière option peut être suicidaire, car, elle risque de diviser davantage les forces vives du Mali, dans la perspective des prochaines élections générales. C'est donc au chef de l'Etat d'user de son pouvoir discrétionnaire pour trouver une voie consensuelle pouvant rassembler les Maliens, dont le pays fait déjà confronté à certaines adversités extérieures. Mais, en attendant, la question demeure posée : renoncer ou foncer ? Wait and see !

Bruno D SEGBEDJI
Source : Mali Horizon



Transition malienne ou déficit d'inclusivité : Quatre propositions pour éviter que le Bateau-Mali ne chavire

Si tant est que le vœu de tous les acteurs civils et militaires est la réussite de la transition, chacun doit alors mettre du sien en s'employant corps et âme afin que le Mali puisse sortir de cette crise qui n'arrange personne. Le bal doit être ouvert par les autorités, elles qui ont un devoir de redevabilité et surtout d'exemplarité, vis-à-vis du peuple, ensuite la classe politique, à cause de la gestion catastrophique de laquelle le Mali se trouve confronté à l'une des crises les plus graves menaçant son existence et enfin la société civile sans la participation de laquelle toute prouesse faite aura un goût d'inachevé et non inclusif. Il faut alors cette communion, ce large consensus autour des différents challenges qui assaillent le Mali.



Le Mali qui s'est toujours illustré par sa capacité à transcender les difficultés quelles qu'elles soient, dans l'entente, le dialogue et la solidarité, est en passe de fouler aux pieds ces valeurs cardinales d'où les crises. Alors que la résolution de tous ces problèmes n'est ni au-dessus de la capacité du résilient peuple malien, encore moins celle des ressources humaines de qualité pouvant élaborer des bonnes stratégies. En effet, pour atteindre les objectifs que les plus hautes au-

torités de la transition se sont fixées, quatre schémas ou propositions seront sur la table du père du Mali sans être le plus âgé, à savoir le colonel Assimi Goïta

Première proposition faire un large consensus des forces vives de la Nation,

Face à l'énormité des défis et surtout au probable glissement dans le calendrier électoral,

ce qui provoquera, à coup sûr, une levée des boucliers d'une partie de la classe politique et de la société civile, un large consensus doit être recherché autour des objectifs majeurs à réaliser dans un laps de temps très court. Même si cela devrait nécessiter d'énormes sacrifices, comme entre autres la dissolution du gouvernement et la réduction du train de vie de l'Etat. Pour cela le Colonel Assimi Goïta ne doit déléguer son pouvoir à personne, en tant que père de la Nation, il doit se vêtir du man-

teau de chef pour parler avec tous les acteurs. Il doit descendre dans l'arène politique afin de prendre directement langue avec les acteurs de la vie sociopolitique du Mali.

Deuxième proposition le choix d'un nouveau PM consensuel pour un gouvernement de large ouverture,

Que l'on ne se voile pas la face, le premier ministre Choguel K Maïga fait partie des problèmes de la transition, donc il ne saurait être la solution. Pour rappel, il n'est pas en, odeur de sainteté avec les membres de sa propre famille politique qu'est le M5 RFP, ensuite il semble mettre sur son dos une bonne partie de la classe politique et d'organisations de la société civile. Il est à Hue et à Dia avec les anciens dignitaires d'IBK, regroupés au sein d'un cadre des partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel. Enfin il ne pourrait plus être un interlocuteur fiable avec les partenaires techniques et financiers du Mali. Donc le garder à la tête du gouvernement c'est faire l'option délibérée d'échouer.

Troisième proposition, un gouvernement d'union nationale avec toutes les forces représentatives du pays

Le salut du Mali ne pourrait venir que d'un gouvernement d'union nationale ouvert à toutes les forces significatives du Mali. Ce gouvernement aura comme avantage de pacifier le front sociopolitique, de contenter les marginaux politiques et d'obtenir un large consensus sur toutes les questions d'intérêt national. Ce consensus aura son pesant d'or



quand il s'agira d'adopter la nouvelle constitution ou de mener les autres réformes politiques ou institutionnelles, indispensables au pays. Pour rappel, il y a déjà une levée des boucliers contre le projet de la nouvelle constitution. Pour pallier d'éventuelle rébellion contre l'adoption de cette constitution, il faut l'implication de tous les acteurs sans exclusive. Ce gouvernement aura également comme avantage d'insuffler une nouvelle dynamique qui permettra à coup sûr d'entamer allégrement des négociations avec les partenaires traditionnels du Mali, sans lesquels il n'y aura point d'avancées significatives.

Quatrième proposition, reprendre langue avec la CEDEAO et toutes les organisations africaines et internationales

L'isolement diplomatique dont fait l'objet le Mali est un mauvais choix qui ne pourrait que l'affaiblir davantage, alors qu'il a plus que ja-

mais besoin de la solidarité internationale et d'un soutien ferme et entier pour non seulement relever ses multiples défis sociopolitiques, mais aussi et surtout venir à bout de l'hydre terroriste. La crise sécuritaire que connaît les pays du sahel dépasse un seul pays donc le Mali a besoin des autres comme les autres ont eu besoin du Mali quand il y a eu crises chez eux. La CEDEAO, loin d'être l'ennemie du Mali, pourrait jouer cette courroie de transmission afin que les autres organisations, qu'elles soient l'U.A, l'ONU, ou encore l'Union Européenne, la Chine, la Fédération de la Russie, puissent voler au secours du Mali, car le pays a besoin de tout le monde pour sortir de cet imbroglio.

En somme, la réussite de la transition doit être le seul leitmotiv de tous les maliens afin que le Mali puisse rompre avec l'instabilité chronique et retrouver son lustre d'antan.

Youssof Sissoko
Source : L'Alternance



Maintien de troupes au Mali : L'Allemagne pose ses conditions !

La Ministre allemande de la Défense, a indiqué - hier jeudi 15 décembre 2022 - à l'intention des autorités de la transition, que le maintien des forces de son pays au Mali jusqu'en mai 2024, était conditionné à leur capacité de remplir leur mission et à la tenue d'élections...

Christine Lambrecht est la première haute responsable allemande à se rendre à Bamako depuis que Berlin a annoncé le 22 novembre 2022 qu'il comptait mettre fin d'ici à mai 2024 à son engagement dans la mission de l'ONU (MINUSMA) au Mali, pays en proie depuis 2012 à la propagation djihadiste et à une grave crise multidimensionnelle. Le gouvernement allemand « **a pris la décision de continuer à soutenir le processus de transition jusqu'en mai 2024, mais c'est lié à des conditions qui doivent être remplies** », a-t-elle déclaré à l'occasion d'une rencontre avec son homologue malien, le colonel Sadio Camara, un des hommes forts du régime. « **Si une de ces conditions n'était pas remplie, nous serions amenés à revoir notre décision** », a-t-elle ajouté selon nos confrères de l'AFP.

L'Allemagne déploie environ 1.100 soldats au Mali, a-t-elle rappelé. L'Allemagne est le septième pays à décider au cours des derniers mois d'arrêter ou suspendre sa participation à la MINUSMA. L'avenir de la mission est en question alors que les violences continuent dans le centre, le nord et l'est, sans perspective proche de fin selon les experts. La MINUSMA est entravée dans sa mission par les restrictions imposées par les autorités qui ont pris le pouvoir en 2020.

L'une des conditions de la présence allemande est « **que nous puissions remplir notre contrat opérationnel, réaliser notre mission au sein de la MINUSMA, une mission de reconnaissance, ce qui n'a pas été possible malheureusement durant de longues semaines** », a dit Mme Lambrecht. Au cours d'un entretien qu'elle a décrit comme

un « **échange ouvert et honnête** », a été abordée la faculté de l'armée allemande à faire voler des drones, a-t-elle précisé. Les opérations aériennes de la MINUSMA sont considérablement restreintes par les interdictions de survol ou l'instauration de demandes préalables par les autorités maliennes. La ministre allemande a énoncé comme autre condition le respect par les autorités de leur engagement à tenir des élections en février 2024 pour laisser la place à des civils. Selon toujours le journal français, les autorités avaient fini par fixer cette échéance sous la pression, après avoir envisagé de rester jusqu'à cinq ans. Le colonel Camara a répété l'exigence constamment martelée de respect de la « **souveraineté** » malienne pour coopérer avec des Etats étrangers. Il a dit apprécier le fait que le retrait allemand soit « **planifié** » et ait donné lieu à des échanges avec Bamako. Ce qui le distingue, selon lui, du retrait de la France achevé en août. Rappelons que la France a retiré ses troupes, il y a quatre mois, du Mali qui a choisi de s'attacher les services d'instructeurs russes pour l'aider à sécuriser le pays. Selon Paris, il s'agit de mercenaires de la société Wagner, ce que Bamako dément.

■ Binadjan Dombia



ANR : « Rien n'a été fait » selon le Cadre

Abdoulaye Traoré, porte-parole du Cadre des partis politiques : « Nous constatons tous avec regret que rien n'a été fait » Dans une récente sortie, le Cadre des partis politiques et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel a jugé « mitigé » le bilan de la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales de la Refondation (ANR) après un an.



Le regroupement de partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel estime que les ANR n'ont servi qu'à proroger la transition et maintenir les militaires au pouvoir.

« Nous constatons tous avec regret que rien n'a été fait. Nous pensons que c'est une désolation totale et ces assises-là n'ont servi qu'à proroger la transition » dit Abdoulaye Traoré, un des porte-parole du cadre des partis politiques. « Nous avons toujours dit au gouvernement d'éviter les glissements, d'éviter d'aller à une telle assise, sans réunir les conditions de consensus possible pour que ce soit des assises pour tout le monde » a-t-il poursuivi.

Il faut rappeler que les assises nationales de la refondation se sont déroulées dans 725 communes sur 759. Les travaux ont eu lieu

également dans 51 cercles sur 60 excepté les 9 cercles des régions de Ménaka et Kidal.

Les recommandations des ANR visaient à renforcer le dispositif sécuritaire et délocaliser les ministères de la sécurité et de la défense au centre du Mali, multiplier les structures sanitaires de l'État au niveau local, refonder le système éducatif malien. Ces résolutions font partie des 517 recommandations faites, il y a un an, lors des assises nationales de la refondation (ANR). Un an après, la classe politique n'a pas la même lecture de la mise en œuvre de recommandation des ANR même si les acteurs en font un bilan élogieux.

Pour le Ministre de la refondation, chargé des relations avec les institutions, le bilan de la mise en œuvre des résolutions des ANR est positif. Ibrahim Ikassa Maïga, a indiqué que des actions concrètes telles que l'avant-projet

de révision de la constitution et la lutte contre la corruption ont été posées. « La relecture de la loi électorale, la création de l'organe unique de gestion des élections, l'institution du service national des jeunes pour toutes les nouvelles recrues de la fonction publique, la militarisation de la police et de la protection civile, le réarmement moral de nos forces de défenses et de sécurité, leur réarmement et leur remontée en force au front. Ceux-ci sont une réalité de l'affirmation de notre souveraineté et la redéfinition de notre carte diplomatique, le choix de nos partenaires » a déclaré le Ministre en charge de la Refondation.

■ Binadjan Doumbia

OAPI : Le Mali distingué 1er sur les 17 Etats membres

Le Mali est distingué 1er sur les 17 Etats membres de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) à l'issue de la 62ème session d'administration de l'Organisation. L'information émane du Conseil des ministres de ce mercredi 14 décembre 2022.

La 62ème Session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle s'est tenue, à Douala au Cameroun, du 1er au 08 décembre 2022. A l'instar des sessions précédentes, la 62ème Session s'est déroulée en deux étapes à savoir, la réunion de la Commission des Experts et celle des Administrateurs qui regroupe l'ensemble des ministres chargés de l'industrie dans les Etats membres. La rencontre avait à son ordre du jour l'examen de plusieurs questions d'intérêts pour les Etats membres, notamment l'adoption du nouveau plan stratégique 2023-2027 de l'organisation. A l'issue des délibérations du Jury sur l'évaluation des Structures Nationales de Liaison de l'Organisation dans ses Etats membres, le Mali, à travers le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle, a obtenu le 1er prix. Cette distinction, 5è du genre pour le Mali, a été saluée par les autres Etats mem-

bres qui y ont vu la consécration de la constance, du sérieux et des efforts inlassables de notre pays en faveur de la promotion et la protection de la propriété industrielle, informe le communiqué ayant sanctionné la rencontre hebdomadaire du jour de l'exécutif malien.

Le Plan Stratégique 2023-2027 adopté

A la faveur de la réunion des Ministres de la 62ème session ordinaire du Conseil d'administration (CA) de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) tenue le 08 décembre 2022 à Douala, les ministres ont adopté le Plan Stratégique 2023-2027.

A l'issue d'une journée de travaux autour des questions inscrites à l'ordre du jour, les ministres ont adopté le Plan Stratégique 2023-2027 présenté par la direction générale. D'autres ré-

solutions aussi importantes les unes que les autres l'ont également été. C'est le cas du processus de mise en place d'un mécanisme de financement de l'invention et de l'innovation, des lois types sur la protection des savoirs traditionnels, des ressources génétiques, et des expressions culturelles traditionnelles.

Le conseil d'administration s'est achevé avec l'élection du ministre camerounais en charge de l'Industrie, en qualité de Président dudit conseil pour une durée d'un an ; et la nomination de Monsieur Mondésir OUALOU PANOUALA, de nationalité centrafricaine, comme nouveau Directeur Général Adjoint.

Cette session a enregistré une innovation appréciée de tous, à savoir, l'organisation d'une conférence sur « **Les enjeux de la Propriété intellectuelle dans les politiques industrielles des Etats** ». L'occasion a ainsi été donnée à un parterre de personnalités venues des offices de propriété intellectuelle du monde, d'échanger avec les ministres, administrateurs de l'OAPI sur les moyens visant à encourager la mise en œuvre de politiques industrielles, dans la mesure où celles-ci accordent une place de choix à la propriété intellectuelle pour affronter les défis actuels du développement.

■ Binadjan Dombia



Centenaire de Mandiakuy : Un moment d'introspection et de recueillement !

En prélude au centenaire de Mandiakuy, prévu pour les 28 et 29 décembre 2022, l'Évêque de San, Mgr Hassa Florent Koné a livré un communiqué de presse pour éclairer la lanterne des uns et des autres relativement à la célébration de cet événement capital pour la communauté Chrétienne. Le thème retenu pour le centenaire est : **Jésus Christ : Mon Seigneur et mon Dieu !** Toute la population de Mandiakuy s'active pour la célébration de cet événement capital.

Il ressort de ce communiqué que Mgr Hassa Florent Koné, le tout jeune évêque du diocèse de San (ordonné et intronisé le 8 janvier 2022 à San) et tous les fidèles et sympathisants, célébreront à Manzan'uwii, en communion avec tous les hommes et femmes de bonne volonté d'ici et d'ailleurs, les cent ans d'Évangélisation de cette portion de ce qu'était hier le Soudan français et aujourd'hui, le Mali.

La petite graine de la Bonne Nouvelle a pris, et aujourd'hui, le diocèse de San peut se prévaloir de 8 grandes paroisses, nombre d'institutions et structures tant éducatives, sociales, caritatives et associatives, des dizaines de milliers de chrétiens (plus de 40 000 baptisés) et de catéchumènes et sympathisants. Cette Église locale vivante et féconde a déjà donné de nombreux prêtres diocésains et missionnaires, ainsi que de nombreux religieux et religieuses, sans compter les nombreux catéchistes et leurs aides qui œuvrent au cœur des villages et des hameaux.

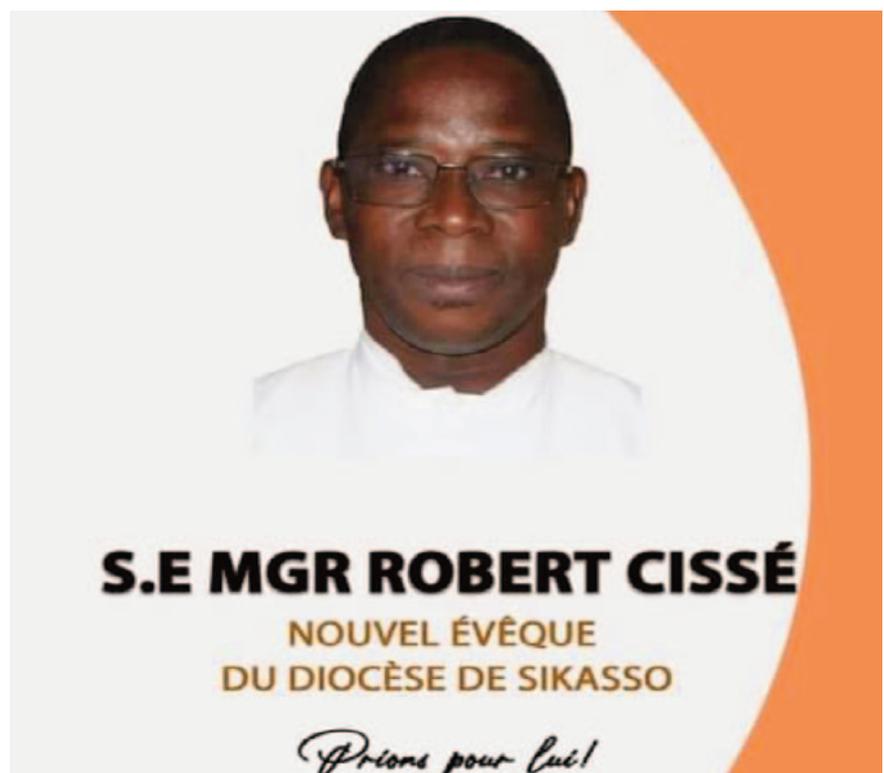
La fécondité de cette Église s'illustrera encore cette fois-ci par l'ordination sacerdotale de 5 diacres, le 28 décembre 2022 à partir de 15 heures. « **Comme dit le Synode diocésain organisé entre octobre 2013 et octobre 2014 à l'occasion des cinquante (50) ans du diocèse, ce dernier s'identifie comme Église Famille Communion fraternelle au service de l'Évangile en communion avec l'Église universelle et celle d'Afrique et du Mali. Notre Église locale a conscience que malgré, ses nombreux prêtres et chrétiens, elle a encore de nombreux défis à relever par rapport à : l'annonce d'une foi encore plus enracinée face aux recours de plus en plus nombreux des**

chrétiens vers « divers dieux » du monde d'aujourd'hui, la construction de communautés chrétiennes de Base (CCB) solides, enracinées et ferventes dans la prière, le témoignage et la solidarité organique, l'éducation des nombreux chrétiens (les laïcs) qui ont besoin de connaître leur identité et leur place et rôle dans l'Église, l'édification d'une famille chrétienne solide face aux menaces qui guettent la famille dans le monde d'aujourd'hui, l'auto prise en charge dans un pays pauvre, dans un diocèse rural et très pauvre. Comment créer les biens matériels, support indispensable d'une pastorale vraie et authentique ? », S'inter-

roge Mgr Hassa Florent Koné.

Il soutient que face à tous ces défis, le diocèse de San se donne une vision : Comment faire coexister toutes les activités pastorales (Évangélisation, catéchèse, liturgie, CCB, famille, action sociale, etc.) de façon à ce qu'elles participent toutes de l'autonomisation financière du diocèse et, partant, de l'autonomisation financière de chaque segment de ce diocèse comme les paroisses, l'école, la santé, par exemple ? « **Ce chantier est tellement nouveau, innovant et ambitieux que certains jours, nous osons nous poser la question que le Christ s'est posée lui-même un jour : Lorsque le fils de l'Homme reviendra, trouvera-t-il encore la foi sur les terres du Buwatu ? Interrogation légitime lorsque nous constatons tous ces recours et/ou retours de nombreux baptisés, parfois de la première heure, vers les pratiques abandonnées naguère. Interrogation légitime lorsque nous voyons le « décrochage » de nombreux jeunes Buwa, garçons comme filles. Enfin, interrogation légitime lorsque nous butons contre l'auto prise en charge de notre Église par elle-même, alors que les chrétiens, la terre des Buwa sont si pauvres »**, renchérit Mgr Hassa Florent Koné.

■ Ibrahim Sanogo



Sommet USA/Afrique : Macky Sall décline à Joe Biden les six priorités de l'Afrique

Ce jeudi 15 décembre, le Président de la République du Sénégal, Macky Sall, a prononcé son discours lors du sommet USA-Afrique, qui se déroule à Washington. S'adressant à Joe Biden, le Président en exercice de l'Union africaine a décliné les six priorités du continent africain.

La première priorité est la paix, la sécurité et la lutte contre le terrorisme en Afrique. "Nous souhaitons que la lutte contre le terrorisme en Afrique fasse partie intégrante du combat global contre ce fléau, en tant que menace à la paix et à la sécurité internationales", a souligné Macky Sall. Nous attendons un engagement fort du sommet de Washington sur cette question vitale et un appui de votre pays, afin que le Conseil de Sécurité des Nations Unies place la lutte contre le terrorisme en Afrique dans le cadre du mécanisme de sécurité collective de la Charte des Nations Unies".

Seconde priorité, la réallocation partielle des Droits de Tirages spéciaux et la mise en œuvre effective de l'Initiative du G20 sur la suspension du service de la dette. "À travers le monde, y compris dans les pays développés, des millions de personnes n'arrivent plus à supporter le coût de la vie et basculent dans l'extrême pauvreté. La situation est encore plus difficile pour des économies beaucoup plus faibles comme les nôtres. À l'image des plans massifs déployés par les pays développés en soutien aux ménages et aux entreprises, nous avons aussi mis en place des mesures de résilience économique et sociale, mais avec des capacités limitées devant l'ampleur de la crise. C'est pourquoi nous plaidons pour une action solidaire internationale en soutien à nos efforts de résilience et de relance économique. Je dois dire que la crise actuelle affaiblit l'idéal démocratique sur le continent. En effet, sans un mieux-être économique, l'ancrage démocratique restera toujours fragile et vulnérable aux risques d'instabilité", a-t-il indiqué.

Comme troisième priorité, selon Macky Sall, l'Afrique "souhaite un engagement plus soutenu des Etats-Unis dans l'investissement sur les infrastructures de développement : routes, autoroutes, ports, aéroports, chemins de fer, centrales électriques et infrastructures numé-



riques". "L'Afrique est le dernier grand chantier du monde, avec les projets du Programme de développement des infrastructures en Afrique, dont certains sont achevés et d'autres en cours. Ce sont autant d'opportunités d'investissements pour une croissance et une prospérité partagées", a martelé le Président de l'UA.

Quatrième priorité, Macky Sall a réclamé davantage de soutien pour permettre à l'Afrique d'être plus résiliente aux effets du réchauffement climatique. Il a réitéré son appel pour une transition énergétique plus juste et équitable : "Je rappelle que selon les estimations du GIEC, l'Afrique a besoin de 86 milliards de dollars américains par an d'ici 2030, pour financer ses besoins d'adaptation. Puisque les engagements financiers convenus pour soutenir les efforts d'adaptation des pays en développement tardent à se concrétiser, nombre de nos pays continuent de recourir à la dette pour financer leurs projets verts et leurs stratégies de mix énergétique. Mais l'Afrique demande une transition énergétique juste et équitable, pour satisfaire ses besoins d'industrialisation à des coûts compétitifs et assurer l'accès universel à l'électricité dont plus de 600 millions d'Africains restent encore privés". Comme cinquième priorité, Macky Sall a signifié à Joe Biden que "l'Afrique souhaite travailler avec les Etats-Unis pour gagner la bataille de la souveraineté alimentaire". "Dans

l'immédiat, l'Afrique souhaite la prise de mesures urgentes pour faciliter l'accès au marché des engrais et des produits agricoles, a-t-il observé. À moyen et long termes, nous voulons surtout travailler avec vous pour l'amélioration de la production, y compris par des investissements massifs dans la diversification des chaînes de valeurs et le renforcement des infrastructures agricoles. Le projet de Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire qui sera issu de notre sommet constitue un bon cadre d'action commune à cet effet. Avec les leçons apprises de la crise, le moment est propice pour prendre une action vigoureuse dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Je propose que notre sommet lance une Initiative présidentielle sur l'Agriculture en Afrique".

Enfin comme dernière priorité pour l'Afrique, Macky Sall a lancé un appel pour une "gouvernance mondiale plus juste et plus inclusive, notamment par l'accélération du processus de réforme du Conseil de Sécurité et l'octroi d'un siège à l'Union Africaine au sein du G20". "Avec le soutien des Etats-Unis, dont je vous remercie chaleureusement, Monsieur le Président, nous espérons que l'adhésion de l'Afrique au G20, que j'avais soumise à l'attention du sommet de Bali, sera actée au prochain sommet du G20 en Inde", a-t-il plaidé.

Source : seneweb.com

Burkina : Liberté provisoire pour un officier accusé d'avoir projeté un coup d'État



Le lieutenant-colonel Emmanuel Zoungrana, écroué depuis mi-janvier pour des faits présumés de "tentative de déstabilisation des institutions" a été remis en liberté provisoire jeudi, a indiqué à l'AFP son avocat.

"La chambre de contrôle d'instruction du tribunal militaire a procédé à la libération du colonel Zoungrana. Il est effectivement libre depuis ce matin", a indiqué Me Paul Kéré, sans expliquer la raison de cette libération, confirmant une information relayée par la presse locale.

"Il a retrouvé sa famille après onze mois et 5 jours de détention, un peu amaigri mais en bonne santé", a également confirmé un proche de la famille du lieutenant-colonel Zoungrana, joint par l'AFP.

M. Zoungrana avait été interpellé le 14 janvier dernier et incarcéré à la Maison d'arrêt et de

correction des armées (Maca), pour "tentative de déstabilisation des institutions de l'Etat", "détournement de biens publics, faux et usage de faux, enrichissement illicite et blanchiment de capitaux".

A l'époque, le Burkina Faso était dirigé par Roch Marc Christian Kaboré, président élu en 2015 et réélu en 2020.

Depuis, deux coups d'Etat ont eu lieu: le premier, le 24 janvier, a porté au pouvoir une junte militaire dirigée par le lieutenant-colonel Damiba, à son tour renversé par le capitaine Ibrahim Traoré, le 30 septembre.

Ce jour-là, lors de manifestations en soutien à ce jeune capitaine de 34 ans, plusieurs manifestants avaient appelé à la libération du lieutenant-colonel Zoungrana.

Depuis son incarcération, ses partisans ont régulièrement manifesté pour sa libération, assurant que "sa place est au front, dans la lutte

contre le terrorisme et non à la Maca".

Ex-chef de corps du 12e régiment d'infanterie commando, basé à Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord, le lieutenant-colonel, âgé de 41 ans, avait passé le témoin le 21 décembre 2021, avant de regagner Ouagadougou où il attendait une nouvelle affectation.

Ancien commandant du groupement des forces du secteur ouest, engagées dans la lutte antiterroriste dans ce pays régulièrement endeuillé par des attaques jihadistes, il avait été décoré pour ses faits d'armes, notamment pour avoir repris des localités assiégées.

Outre M. Zoungrana, qui reste poursuivi, une dizaine d'autres personnes - militaires et civils - ont été mises en examen dans le cadre de cette affaire.

Source : seneweb.com

Coupe du monde QATAR 2022 : Un nouveau ballon pour la finale

Pour les derniers matches de la Coupe du monde Qatar 2022, la Fifa a présenté un nouveau ballon confectionné par Adidas. Appelé Al Hilm qui signifie en arabe "le rêve", ce nouveau ballon est doté de la technologie du ballon connecté, qui favorise la prise de décisions semi-automatiques plus rapides et plus précises en matière de hors-jeu, a expliqué la Fifa.

Sur son site internet, la Fifa a manifesté son plaisir de présenter au public Al Hilm, le ballon officiel des dernières rencontres de la Coupe du Monde Qatar 2022. Al Hilm (en arabe, le rêve) prend la suite d'Al Rihla (en arabe, le voyage), utilisé jusque-là dans tous les matches de la compétition. Selon la Fifa, ce ballon de pointe inclut notamment la technologie inédite du "ballon connecté", comme Al Rihla, qui aide les arbitres depuis le début de la compétition à statuer de façon plus précise et plus rapide sur les faits de match. « Couplée aux données sur la position des joueurs, cette innovation offre aux arbitres vidéo des informations en temps réel qui optimisent la prise de décisions et l'expérience

supportariale. Elle alimente notamment le système semi-automatisé de détection du hors-jeu en associant les données du ballon envoyées par le capteur d'unité de mesure inertielle et l'intelligence artificielle, ce qui lui permet d'indiquer le moment exact où le ballon est joué lors de situations de hors-jeu limites », peut-on lire au sujet de ce nouveau ballon.

De son côté, Johannes Holzmüller, directeur de la sous-division Innovations technologiques du football de la FIFA, a ajouté que : "Adidas a mis un nouvel ensemble de données à la disposition des arbitres vidéo via le développement de la technologie du ballon connecté. Ces données ouvrent de nouvelles perspec-

tives de narration des grands moments de la compétition". Dans un monde regardant sur les matières polluantes, il est indiqué que le choix des composants utilisés dans le ballon a été fait en fonction de critères environnementaux. Ainsi, Al Hilm est le premier ballon de la compétition utilisant exclusivement des encres et des colles à l'eau. Quant au design, où prédominent des teintes dorées et des motifs triangulaires, il s'inspire des étendues désertiques de la région de Doha, de la couleur du Trophée de la Coupe du Monde de la FIFA et du drapeau qatari. "En traversant le ciel de Doha, l'éclat d'Al Hilm mettra en avant la formidable capacité de rassemblement des peuples qu'offre le sport, notamment le football. Des millions de personnes du monde entier seront ainsi réunies par leur passion du football. Nous souhaitons la meilleure des chances à toutes les équipes prenant part aux derniers matches de la compétition la plus prestigieuse du football", a précisé Nick Craggs, directeur général d'Adidas Football, cité par Fifa.com

A. C

Source : Mali Tribune





Bélier (21 mars - 19 avril)

Des étapes sont à vivre pour ressentir une sérénité. Des réunions peuvent remplir votre journée intense. Il faut éviter de vous consacrer aux autres, car vos collègues apprécient votre soutien. Concentrez-vous sur vos tâches et apprenez à refuser les demandes.

Les dépenses peuvent avoir un lien avec le règlement des factures ou des paiements obligatoires. Vous devez attendre de stabiliser votre budget pour acheter des produits chers. De petits accessoires destinés aux loisirs et aux sports sont probables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos performances font grand bruit au sein de votre entreprise. Vos prises de risque ne sont pas toujours bien accueillies, sachez que votre attitude ne laisse personne indifférent. Vous n'avez qu'une seule chose en tête, continuer vos prouesses.

La journée est placée sous le signe de l'économie, en effet, aujourd'hui il est préférable d'avoir des oursins dans la poche plutôt que de dépenser votre argent à tout-va. Pour le moment les charges de la maison sont plus importantes que le reste.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le climat favorise des discussions au sujet des conditions de travail. Vous retrouvez du courage et souhaitez vous éloigner du service à cause de la désorganisation. Soyez patient tout en restant à l'écoute, car un coup de piston pourrait vous y aider.

Les dépenses sont importantes et elles sont difficiles à freiner. Vous devez faire attention à vos tentations, car vous craquez facilement sur des gadgets ou des accessoires. Les produits destinés à la voiture peuvent faire partie des frais principaux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous aurez un peu tendance à vous disperser pour aller grappiller des informations plutôt que de vous concentrer sur un dossier en particulier. Recentez-vous sur un objectif prioritaire, ce sera davantage efficace.

Vos finances s'épanouissent et vous obtenez ce que vous attendez. Vous êtes dans une phase de réalisation et de prospérité. Toutefois, attention aux dépenses inutiles qui pourraient vous faire perdre de l'argent par excès de confiance.



Lion (22 juillet - 23 août)

Pour réussir dans votre carrière, vous avez besoin de vous entourer de personnes comme vous qui sont loyales et avec une conscience professionnelle. La journée est source de satisfactions avec un avancement sensible dans votre évolution professionnelle.

La prudence est utile, car même si votre capacité financière vous permet de dépenser sur des loisirs, vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens et vous retrouver avec un risque de découvert. Tentez de différer vos frais peu utiles et regrettables.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre intuition vous dit qu'un collègue n'est pas fiable, voire malhonnête. Vous hésitez à en faire part à votre hiérarchie. Par peur d'être mal perçu par vos collaborateurs, vous préférez vous taire. Vous rongez votre frein en le gardant à l'oeil.

Aujourd'hui vous pourriez être amené à déplacer de l'argent ou à régler une situation financière datant d'il y a quelques mois. Vous ne pourriez pas y échapper, même si ça ne vous enchante pas, autant solutionner le problème au plus vite.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des concessions sont à faire. Le poste actuel ne vous donne guère de satisfaction et vous avez l'impression de faire un travail d'exécution en vous oubliant. Une piste vers un nouveau poste peut venir de la part d'un collaborateur qui vous appuie.

Vous savez réaliser des économies avec des astuces en attendant que vos finances se stabilisent de nouveau. La prudence est recommandée pour préserver le budget et ne pas avoir de découvert avant la fin du mois. Les soldes ou du bricolage sont conseillés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre dynamisme et votre efficacité ne trouvent pas de quoi s'exprimer. Aussi, vous déciderez de changer la donne ! Vous reverrez entièrement votre manière de travailler et proposerez de nouvelles idées à votre hiérarchie qui sera bien obligée de vous écouter !

Vous parvenez à faire fructifier vos ressources financières. Jupiter dans le secteur vous aide à mener votre barque. Mais si la chance peut vous sourire, n'en faites pas un principe acquis ! Uranus dissonant pourrait brutalement vous faire perdre une partie de vos gains.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars en Vierge vous met sous pression et votre activité demande d'être réactif. Vous devez être prudent quand vous parlez : vous êtes sec et autoritaire, car vous êtes pressé. La complicité professionnelle peut défaillir pour des questions de maladresse.

Si un ancien ami vous réclame de le dépanner financièrement, ne le faites pas de suite. Il est conseillé de ne pas prêter votre argent et de cesser de céder aux pulsions de dépenses. Neptune en Poissons vous incite à dépenser pour n'importe quel prétexte.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Sur le plan professionnel, Neptune vous annonce que vous sortez la tête de l'eau. Exit les petits tracassés, vous êtes bien décidé à aller de l'avant. Dorénavant, vous faites la part des choses, vous prenez le recul nécessaire, vous devenez optimiste.

Vous rappelez à votre employeur l'augmentation promise, de peur que votre accord ne passe aux oubliettes, mais pour l'obtenir, vous devrez redoubler d'efforts, pensez à votre compte en banque, apparemment on vous teste encore sur vos compétences.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Uranus votre planète, vous aide à aller de l'avant. Une petite part de risque est prise pour trouver un nouveau poste. Un appui inattendu devrait provenir d'un collègue. Vous lui inspirez confiance. Il voit vos potentiels et tente de vous appuyer.

Il est utile de faire des économies. Vous vivez au-dessus de vos moyens, car vous craquez facilement sur des articles. Des achats pourraient être sans importance ou être peu utiles. Une petite pause sur les dépenses serait utile et même nécessaire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous prenez les choses en main et tenez le rôle de leader. Très intuitif, sous l'effet de Mercure vous insufflez des idées ingénieuses, et, coaché par Uranus, vous suggérez des modifications nécessaires à une meilleure organisation. Vous avez tout compris !

Côté budget, il serait bon de penser restructuration... Votre banque pourrait vous rappeler à l'ordre si vous dépassez un découvert autorisé ou si vous n'avez pas les fonds suffisants pour honorer un prélèvement. Restez vigilant.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

| | | | |
|--|---|--|---|
| <p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p> | <p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p> | <p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p> | <p>Le Mali s'assume à l'Organisation internationale de la Francophonie</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p> |
| <p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p> | <p>Conférence des chefs de file des professionnels du secteur invités à s'approprier l'Événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : l'ancien médiateur contesté!</p> | <p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p> | <p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p> |

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23